

Lecture des déclarations.

Cf la déclaration FSU en PJ.

- Parmi les déclarations, celle de la représentante des associations complémentaires évoque le sujet des enfants ne partant pas en vacances, les risques de coupures budgétaires pour les associations s'en occupant renforcerait le problème.
- Le SG de la Préfecture rejoint l'hommage rendu dans les déclarations à nos collègues décédés. Il rappelle que c'est la journée nationale contre le harcèlement, la question du bien être des élèves est centrale et ce qui sera présenté ira dans ce sens.
- M le DASEN indique quant à lui que le budget est encore en discussion, en particulier les mesures de suppressions de postes.

Il rebondit aussi sur la question de l'école inclusive. On a encore 11,8% des élèves notifiés sans AESH. Des postes sont créés nationalement. Le travail à l'élaboration des PAS lui semble positif. On ne sait pas combien on en aura pour l'Aube. Il y a un déficit d'accueil dans les structures spécialisées donc plus d'élèves avec notification MDPH dans les classes.

Mme Bertail Fassaert, conseillère départementale renchérit sur ce sujet : 130 jeunes en attente de places dans les structures adaptées, elle estime que ces jeunes n'ont pas leur place dans les classes. L'inclusion n'est pas forcément possible pour tous les jeunes. Elle rend hommage aux enseignants.

Bilan de rentrée pour le 1er degré.

- Pour les chiffres du 1^{er} degré, voir le site de la FSU-SNUipp Aube.
- M le SG lance le débat sur les classes multi niveaux dans le rural : il estime qu'il y a des difficultés pour ces enfants à s'intégrer au collège.
FSU : pas en accord, pas de problème d'apprentissage ; si fermetures de classes, la question des transports va se poser ainsi que celle de l'attractivité des villages concernés.
D'autres points de vue sont exprimés (maire, représentant de la CMA, syndicat).
M le DASEN indique qu'il y a une nouvelle instance, l'observatoire des dynamiques rurales. Les transports seront travaillés. Projection à 3 ans.

Bilan de rentrée pour le 2d degré.

- Pour les chiffres, voir l'extrait du diaporama projeté par la DSSEN pendant l'instance, en PJ.
Certaines données ont évolué depuis le dernier CSAD.
- Instruction dans la famille : 141 Enfants - 43 (1^{ER} et 2nd degré)
Diminution du nombre d'élèves dans le 1^{er} degré et en collège mais pas en lycées et dans le post bac.
Augmentation de la part du privé (1^{ER} et 2nd degré)
Rentrée prochaine : 3 créations d'ULIS. Objectif : 1 ULIS/collège d'ici 3 ans.

Questions diverses.

Questions FSU (pas de question des autres syndicats)

- 1-Pourquoi des Principaux de collège sont-ils en train de chercher à mettre en place un projet local d'évaluation alors que la note de service et l'arrêté du mois de septembre sur les modalités d'attribution du DNB ne l'indiquent pas et se suffisent à eux-mêmes quant aux modalités du contrôle continu
(<https://www.education.gouv.fr/bo/2025/Hebdo33/MENE2515977N> et
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000031742288/>) ? Est-ce une demande du Rectorat ?
M le DASEN explique que ce n'est pas une demande du rectorat.
Modalité d'évaluation du brevet change. La part du contrôle continu sera sur les notes et non plus les compétences. Nécessité d'une harmonisation ; mais pas de réel PLE comme au lycée. Des échanges ont eu lieu avec les chefs de l'Aube, M le Dasen en assume la responsabilité, il leur a demandé de mettre en place le « dialogue ». mais il n'a pas demandé de PLE.
- 2-Le calendrier des opérations de carte scolaire du 1^{er} degré sera-t-il impacté par les élections municipales ? M le DASEN confirme que la question se pose mais qu'il n'y a pas encore de décision prise. Certains départements ont en effet reculé le mouvement.

Question des parents de la PEEP :

- Bilan des contrôles et de l'introduction d'armes blanches ou autres.
8 faits établissements depuis le début de l'année. Conseil de discipline et signalements au procureur de la République. Art 40 du code de procédure pénale. Protocole de sécurité qui va être distribué aux chefs d'établissement.